

Europe : une centralisation politique plus poussée

Category: Europe

écrit par Pacco | 1 août 2020

Le plus long Conseil de chefs d'Etats de l'histoire de l'Union européenne, du 17 au 21 juillet 2020, pourrait faire date comme celui où l'Europe a franchi un pas politique important vers une solidarité nouvelle entre les Etats membres. Ce qui ne signifie absolument pas qu'elle bénéficiera réellement aux populations, et notamment à celles qui ont fait face à l'épidémie de COVID-19 dans les hôpitaux, ou pour faire « tourner » l'économie.

L'acceptation à l'arraché et avec de très gros compromis, du plan de relance proposé par la Commission et s'appuyant sur l'accord Merkel-Macron, signifie un changement potentiellement décisif des modalités de décision de l'Union et un dépassement des limites jusqu'ici infranchissables de celle-ci. Il a en effet été accepté que les institutions (ici la commission) pouvaient s'endetter au nom des 27 pays (ce que les traités interdisent) et que des subventions directes pouvaient alimenter les Etats (390 milliards sur les 750 du plan, soit moins que les 500 initialement proposés, suite aux blocages des pays récalcitrants dits « frugaux » qui ont failli faire échouer le plan).

Ce faisant, l'Union européenne frappée par la crise du COVID et ses retombées économiques gigantesques (encore à venir) avance plus loin vers une sorte de « proto-Etat » dépassant la seule coordination. Ce changement reste fragile, chaotique, et il pourrait même ne pas se confirmer. Mais si ce pas n'avait pas été franchi, il y avait de grands risques que l'Union aggrave considérablement les brèches de désagrégation qu'elle manifestait à la fin de 2019 et au début de l'année 2020 par des désaccords du même type pour renforcer le budget européen déjà ridicule (1% à peine du PIB de l'UE). Tout le monde avait

aussi noté le « chacun pour soi » des Etats (et pas qu'en Europe) face à l'épidémie. Un climat propice à de nouveaux Brexits était en route à grande vitesse. C'est ce que les Etats ont majoritairement voulu stopper avant qu'il ne soit trop tard.

Mais ce résultat s'accompagne de reculs sur une quantité d'autres plans : les prochains budgets européens seront encore rognés par les ristournes de contributions accordées aux « frugaux » ; les initiatives de soutien en cours concernant la santé, l'éducation, la transition écologique, la recherche, sont rognés.

Mais le plus décisif est sans doute un mépris total envers la seule institution élue de l'Union, non consultée, qui militait pour un budget de 1300 milliards pour les années 2021-27, alors que celui-ci va être raboté significativement. Toujours pour que les « chefs » d'Etat passent leur compromis.

Au total, l'Europe réussit à ne pas s'effondrer et fait donc pour cela un pas vers plus d'intégration politique en acceptant pour la crise du Covid-19 de mettre en place des mécanismes de solidarité. L'Allemagne en particulier a compris que les chaînes de production industrielle étaient de plus en plus intégrées entre les pays, et qu'une crise à un endroit peut en déclencher d'autres ailleurs (exemple : dans l'automobile). Mais ce pas en avant vers plus de fédéralisation des dépenses liées aux conséquences de la crise actuelle n'est nullement un tournant vers des politiques plus sociales, plus écologiques ou plus démocratiques, et encore moins pour réviser les préceptes néolibéraux qui les dominaient.

Les luttes sociales, syndicales, écologistes, et politiques, pour imposer d'autres traités, d'autres priorités et d'autres institutions démocratiques n'en sont que plus nécessaires.

Robert Hirsch, Jean-Claude Mamet, Roland Mérieux, Jean-François Pélissier, Francis Sittel.